



Assemblée nationale

Les députés à l'école de l'humanitaire et du climat

Pour être mieux au fait des réalités climatique et humanitaire, les élus togolais ont troqué, le temps d'une journée, les débats politiques pour une leçon d'humanité et d'avenir. Deux séminaires denses avec un même fil rouge ont retenu leur attention ...



PAGE 4

EDUCATION



Université de Lomé

Hommage rendu à l'un des premiers "avocats-défenseurs" du Togo

Hier, l'université de Lomé, à travers son Centre du droit des affaires, en collaboration avec l'Ordre des avocats du Togo, a organisé à son auditorium un colloque international en hommage à feu Me Guy Isidore Adjété Kouassigan, un éminent avocat du Togo.

PAGE 4

GASTRONOMIE



Mondial du pain 2025 à Nantes

Chef Gbafa-Wona et deux autres boulangers vont démontrer le savoir-faire du Togo au monde

Du 19 au 22 octobre 2025 va se dérouler à Nantes, en France, la nouvelle édition ...

PAGE 11

TOURISME

Secteur touristique togolais

Un engagement à accroître la contribution au développement

PAGES 6&7



Nouveau gouvernement

Surprises, nouvelles dénominations...

► les 27 jockers de Faure Gnassingbé

Quand le silence semblait annoncer la continuité, Faure Gnassingbé a choisi la rupture. En publiant, à la surprise générale, la liste du premier gouvernement de la cinquième République, le président du Conseil a bouleversé les pronostics et redistribué les cartes du pouvoir.

PAGE 3

DERNIERES HEURES

Diplomatie : 3 nouveaux visages pour renforcer les liens avec le Togo

Ce mercredi 8 octobre, le président de la République Jean-Lucien Kwassi Lanyo Savi de Tové a reçu les lettres de créance des nouveaux ambassadeurs du Royaume-Uni, des Philippines et d'Italie. Tour à tour, Robert John Marshall, Mersole Jala Mellejor et Laura Ranali ont été accrédités, marquant le début d'une nouvelle ère de coopération. Le représentant britannique a promis de "contribuer au renforcement des relations économiques et commerciales entre nos deux pays pour faciliter les investissements publics dans le secteur privé et la création des emplois." Le diplomate philippin, lui, veut "travailler pour le renforcement de la coopération bilatérale, en particulier dans les domaines des services et de la logistique." Quant à l'ambassadrice italienne, elle a salué la volonté de "renforcer (la) collaboration avec le Togo dans les domaines de la sécurité, du développement économique et culturel."

Assemblée nationale

Qui pour remplacer Kodjo Adédzé au perchoir ?

72 heures seulement après avoir procédé à l'ouverture officielle de la deuxième session ordinaire de l'année 2025, le président de l'Assemblée nationale Kodjo Adédzé doit quitter son poste.



PAGE 4



SOMMAIRE

Industrialisation
Le Togo mise sur la transformation agricole pour renforcer sa résilience



P 5

Mali/Sécurité
Putsch manqué : 11 officiers de l'armée radiés



P 10

Application « GoodTrip »
Deux jeunes togolais veulent révolutionner le transport urbain avec une application de covoiturage



P 11

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

Rencontre avec Winimie Lamboni, bénéficiaire du Produit AJSEF du FNFI

Dans ce nouveau numéro de votre rubrique "Echos des Bénéficiaires des Produits FNFI", nous vous conduisons à la découverte de Winimie LAMBONI, résidant dans la Préfecture de Tone et bénéficiaire du Produit "Accès des Jeunes aux Services Financiers " (AJSEF). Retour sur le parcours de cette trentenaire, qui grâce à son courage et son abnégation fait parler d'elle, non seulement dans sa préfecture d'origine, mais aussi dans toute la région. Reportage...

Dapaong, Région des Savanes, plus de 600 Km au nord de Lomé. Winimie Lamboni est la seule fille d'une famille polygame et nombreuse. Après ses études primaires, notre interlocutrice, vu l'âge avançant de son papa qui n'avait plus trop de moyens pour faire face aux besoins de toute sa famille, décida de prendre son destin en mains en apprenant un métier. " J'ai jeté un regard lointain sur mon avenir, en tenant compte de la situation financière de mes parents. J'ai également compris que tôt ou tard il me reviendra à moi de prendre soin de mes frères et sœurs. Il me fallait donc trouver rapidement des sources de revenus, et pour cela il me fallait apprendre un métier. Afin de concrétiser rapidement ma ferme ambition de vouloir apprendre un métier, je me suis dit que le métier qu'il m'était facile d'apprendre était le tissage. Vu que ma maman a appris ce métier, je pouvais alors bénéficier de ses sages conseils et de quelques-uns de ses outils. Je prendrai alors de l'avance



Winimie Lamboni

sur mes camarades", poursuit Winimie, visage sérieux et concentrée sur ses activités. Elle n'aura pas du mal à trouver une structure pour apprendre le métier de ses rêves, et pour cause Dapaong est une ville où les activités de tissage sont très répandues. Trois ans de formations ponctuées de stages pratiques dans les centres de tissage, et notre jeune trentenaire sort nantie de son Certificat de Fin d'Apprentissage (CFA). Son précieux diplôme obtenu, commence la difficulté majeure, comme c'est le cas d'ailleurs pour bon nombre de jeunes dans la Région.

" J'avais fini et j'avais mon CFA en main, je devais pouvoir ouvrir un petit atelier et commencer mes activités. Je pouvais également décider de travailler depuis ma maison, mais dans l'un ou l'autre des cas je devais acquérir du matériel de travail. Comme vous vous en doutez, c'est du

matériel qui coute cher. C'est vrai que je pouvais démarrer avec les kits d'outillage de ma maman, mais ils n'étaient pas suffisants, je devais les renforcer afin de pouvoir mettre en application tout ce que j'ai appris en période de formation". C'est donc dans ces conditions que Winimie se met alors à se renseigner dans toute la région, afin de dénicher toutes les initiatives mises en place par le Gouvernement qui pourraient lui permettre de pouvoir contracter un microcrédit, aussi petit soit-il, afin de pouvoir se lancer réellement dans ses activités. Et c'est auprès de COOPEC-SIFA, une Institution de Microfinance de poids dans la Région des Savanes, et de surcroît Partenaire du Fonds National de la Finance Inclusive qu'elle sera davantage informée sur le Produit AJSEF du FNFI. Désormais toutes les informations

relatives au produit Jeune en sa possession, notre interlocutrice décide alors de rejoindre la dynamique d'inclusion financière impulsée par le Gouvernement Togolais. Constitution du Groupe solidaire, formation en techniques de créations d'AGR et gestion de crédit, un processus assez simplifié qui au bout de quelques jours lui permet de toucher son premier crédit de 300.000 FCFA, de quoi lui permettre de commencer à relever le défi qu'elle s'était lancé.

" Une fois que j'ai obtenu le crédit, dans le but de rationaliser mes dépenses, j'ai décidé de travailler depuis ma maison. J'ai alors commandé le dispositif de tissage, acheté du fil à tisser et quelques kits usuels relatifs. C'est ainsi que j'ai commencé mes activités depuis la terrasse de ma maison. J'ai fait la publicité de bouches à oreilles et progressivement j'ai commencé à avoir de la clientèle nombreuse venir passer des commandes. Comme vous le voyez, je n'ai pas de raisons de me plaindre. Les activités se passent plutôt bien. J'ai assez de commandes, et en outre, je tisse des pagnes que je vends. Vous savez que quand les gans arrivent ici à Dapaong, ils veulent toujours repartir avec des pagnes tissés en guise de souvenir." Notre interlocutrice a déjà de grandes ambitions. Réussir progressivement à monter une structure de formation,

où elle pourra transmettre ses connaissances aux plus jeunes. Mais à moyen terme, elle compte renforcer ses activités avec la couture des chemises. Un rêve qui ne pourra se réaliser qu'en obtenant davantage de financements. Elle pense le réaliser avec la seconde tranche de crédit AJSEF. Mais elle n'ignore pas que ce second crédit est conditionné par le remboursement à temps et en montant du premier crédit. " Je suis un très bon élève en matière de remboursement de crédits. Je suis convaincu que je ne pourrai obtenir la seconde tranche de crédit que si je rembourse en intégralité le premier cycle. Je suis pratiquement à la fin du remboursement du premier cycle de crédit. Juste après, je ferai la demande pour obtenir la seconde tranche de crédit qui me permettra de pouvoir acheter une ou deux machines pour la couture des chemises pour la vente. Je pense que de la diversité de mes activités, réside également mon épanouissement social. Mais pour l'heure je peux affirmer que le produit AJSEF du FNFI a renforcé mon autonomie financière et économique."

Dans toutes les régions de notre pays, plusieurs millions de togolais souhaitent commencer comme Winimie Lamboni, partir de rien et évoluer assez rapidement, et le Fonds National de la Finance Inclusive leur en donne l'opportunité

Ceci est un programme du ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel

Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina

Secrétaire de rédaction :
Edy Alley

Responsable web:
Carlos Amevor

Comité de rédaction:
Françoise Dasilva

Alexandre Wémima
Edem Dadzie
Luc Biova
Rachid Zakari

Responsable administrative, financière
et commerciale:
AMAH Essognim

Graphiste:
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution : TogoMatin
Tirage : (2000 exemplaires)

Nouveau gouvernement

Surprises, nouvelles dénominations...

► les 27 jockers de Faure Gnassingbé

Quand le silence semblait annoncer la continuité, Faure Gnassingbé a choisi la rupture. En publiant, à la surprise générale, la liste du premier gouvernement de la cinquième République, le président du Conseil a bouleversé les pronostics et redistribué les cartes du pouvoir.

En effet, il a publié la liste de ce gouvernement tant attendu. Et parlant de surprises, il y en a plusieurs. Le premier à figurer sur la liste des nominés est la plus grosse surprise. Kodjo Adédzé, élu à la tête de l'Assemblée nationale il y a seulement un an, vient d'être ramené au gouvernement au poste de ministre de l'Aménagement du territoire, de l'Urbanisme et de l'Habitat. C'est sans doute l'un des rares, sinon le seul dirigeant de cette institution à avoir quitté ce poste avant la fin de son mandat.

Gilbert Bawara est désormais le ministre des Relations avec le Parlement et les institutions. Ce ministère sera l'un des plus importants dans la cinquième République. En effet, le président du Conseil sera directement comptable devant le Parlement. C'est lui qui fera

la déclaration de politique générale qui était faite par le Premier ministre dans la quatrième République. Et à tout moment, il pourra être écouté devant le Parlement. Qui donc mieux que Gilbert Bawara, fidèle



Faure Gnassingbé, président du Conseil (image trouvée en ligne le 9 octobre 2025)

collaborateur de longue date de Faure Gnassingbé pour servir d'intermédiaire dans ces circonstances ? C'est l'homme de confiance du président. L'on note avec intérêt que l'on parle désormais de souveraineté alimentaire en lien avec le ministère de l'Agriculture, de la Pêche, des Ressources animales... ; et aussi de la

souveraineté économique. Une autre surprise de taille, c'est la nomination du professeur Dodzi Komla Kokoroko comme ministre de l'Environnement, des Ressources forestières, de la Protection côtière et du

Changement climatique. Lui qui ne jure que par l'éducation et l'école prend ses distances vis-à-vis du monde scolaire.

Mais qui a dit qu'il n'y a pas de lien entre la protection de l'environnement et l'éducation ? L'article 12 de l'Accord de Paris sur le climat fait clairement comprendre qu'il faut

sensibiliser, éduquer et former le public. Au Togo, en matière de protection de l'environnement, le public est très souvent plutôt indifférent. L'on assiste malheureusement aussi à des actes d'incivisme.

Donc, le professeur Kokoroko qui a réussi à ramener l'ordre, la sérénité et la discipline dans le secteur de l'éducation, a du pain sur la planche. Des observateurs ont souvent souhaité qu'il y ait un seul ministère en charge de tout le système éducatif pour des actions coordonnées et efficaces. C'est désormais effectif. Le Togo a désormais un seul ministère en charge de l'Éducation. Un ministre délégué auprès du ministre de l'Éducation nationale, s'occupera de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

Fait intéressant aussi, désormais, un seul ministère s'occupera de la Santé, de l'Hygiène publique, de la Couverture sanitaire universelle et des Assurances. Un ministre délégué en charge de la Santé lui est

rattaché. Par ailleurs, il y a une séparation entre le ministère des Finances et du Budget, et le ministère de l'Economie et de la Veille stratégique. Avec les bouleversements que l'on connaît ces derniers temps sur le plan économique, il faut vraiment quelqu'un pour faire la veille.

Mais, une surprise à laquelle l'on ne s'attendait sans doute pas est l'absence de Pascal Bodjona dans le gouvernement, après son retour très remarqué dans l'entourage de Faure Gnassingbé. Ses prises de position ces derniers mois ont fait penser à beaucoup que l'on pourrait lui confier un portefeuille important. Cela n'est pas pour le moment le cas.

Il est clair qu'il reste en tout cas une pièce maîtresse dans le dispositif du président du Conseil. Mais que lui réserve-t-on pour la suite ? Toujours le poste de conseiller ? Quoi qu'il en soit, le président du Conseil sait qui placer et à quel endroit pour que le pays puisse continuer d'avancer sereinement.

Edem Dadzie

Industrialisation

L'Onudi souhaite accompagner le Togo avec un programme

Le président du Conseil Faure Essozimna Gnassingbé s'est entretenu le 08 octobre 2025 avec une délégation de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (Onudi), conduite par Tidiane Boyé, représentant de cette institution pour la Côte d'Ivoire, le Bénin, le Niger et le Togo.

Les échanges ont porté sur les efforts de développement industriel du Togo. À cet effet, Tidiane Boyé s'est félicité des orientations pertinentes du président du Conseil, saluant sa vision de faire du Togo un pays émergent avec une transformation structurelle de l'économie. « Monsieur le président du Conseil nous a clairement fait part de sa vision de faire du Togo un pays émergent sur la base de l'industrialisation et de la transformation structurelle de son économie. Nous avons pu notamment recueillir les orientations de monsieur le président en ce qui concerne ses priorités,

en termes de promotion de l'emploi des jeunes, des femmes et surtout en termes de facilitation de l'accès des produits togolais aux marchés régionaux et internationaux » a-t-il déclaré.

L'Onudi souhaite accompagner le Togo avec un programme de développement industriel, un partenariat pays aligné sur les priorités gouvernementales pour assurer la création des parcs industriels, le développement des solutions énergétiques innovantes et la promotion des financements innovants en faveur des PME.

« Nous allons, avec beaucoup d'enthousiasme, accompagner avec l'appui des autres agences du système des Nations unies et d'autres partenaires du Togo, à travers la

conception, la mise en œuvre d'un programme de partenariat pays qui vise à opérationnaliser les grandes orientations, les priorités nationales du Togo en matière de développement industriel.



Faure Gnassingbé (à droite/image : présidence du Conseil)

C'est un programme dont se sont approprié réellement les parties prenantes togolaises, aussi bien le gouvernement que le

secteur privé et la société civile, pour la création des parcs industriels, le développement des solutions énergétiques innovantes et la promotion des financements innovants en faveur des

PME » a précisé Tidiane Boyé. L'Onudi est également disposée à travailler avec le Togo sur les questions

liées à l'entrepreneuriat, notamment des jeunes et des femmes autour des chaînes de valeur. L'Onudi est une agence spécialisée de l'Onu qui a pour mission de conseiller et d'aider ses pays membres, surtout

en développement, à l'élaboration des politiques industrielles et à la création de nouvelles industries.

La rédaction

Assemblée nationale

Qui pour remplacer Kodjo Adédzé au perchoir ?

72 heures seulement après avoir procédé à l'ouverture officielle de la deuxième session ordinaire de l'année 2025, le président de l'Assemblée nationale Kodjo Adédzé doit quitter son poste.



Kodjo Adédzé (image trouvée en ligne le 9 octobre 2025)

En effet, il est nommé ministre de l'Aménagement du territoire, de l'Urbanisme et de l'Habitat. De la même façon que l'on ne l'attendait pas au perchoir, son départ est aussi une grosse surprise. Au moment de l'élection des membres du bureau de l'Assemblée nationale, des noms comme ceux du Dr Komi Sélom Klassou, ou de Victoire Tomégah-Dogbé, tous deux anciens Premiers ministres dans l'ancienne République, circulaient.

Mais, contre toute

attente, c'est le nom de Kodjo Adédzé que le parti Union pour la République (Unir) qui a une majorité écrasante au Parlement,

a choisi pour le poste de président. C'est ainsi que ce dernier fut élu. Maintenant qu'il est obligé de démissionner du perchoir, il est clair que des élections auront lieu dans les prochaines heures ou les prochains jours. Qui pourra lui succéder ?

En attendant de connaître le nom du nouveau président de l'Assemblée nationale, les observateurs de la vie politique togolaise font économie de tout pronostic.

TM

Université de Lomé

Hommage rendu à l'un des premiers "avocats-défenseurs" du Togo

Hier, l'université de Lomé, à travers son Centre du droit des affaires, en collaboration avec l'Ordre des avocats du Togo, a organisé à son auditorium un colloque international en hommage à feu Me Guy Isidore Adjété Kouassigan, un éminent avocat du Togo.

Le colloque était placé sous le thème : « Retour sur l'homme et la terre : Hommage à Guy Isidore Adjété Kouassigan ». Ce colloque s'inscrit dans le cadre de la double célébration des 55 ans de l'université de Lomé et des 45 ans du barreau du Togo. Il marque l'aboutissement du Liber Amicorum dédié à Guy Adjété Kouassigan,

foncier à l'Ecole nationale d'administration (Ena) du Togo. Il fut chargé de cours à la Faculté de droit de l'université du Dahomey, actuel Bénin, à la Faculté de droit de l'université de Dakar, à l'Institut universitaire, d'études et de développement de Genève etc...

Quelques années après son retour au pays natal, il fut rattrapé par la politique au motif qu'il s'immisce dans les affaires foncières, et parce qu'il refusa des compromissions, il fut contraint à l'exil. Guy Adjété Kouassigan a laissé

témoins aujourd'hui de la recrudescence des litiges fonciers et du phénomène des gros bras au Togo et partout ailleurs », a relevé Akrawati Shamsidine Adjita directeur du centre du droit des affaires de l'université de Lomé. Pour le professeur Kossivi Hounake, président de l'université de Lomé, « Guy Adjété Kouassigan est un homme qui est en avance sur son temps. Comme la plupart des illuminés, ils sont incompris en leur temps ». Selon maître Folly Claude Adama, bâtonnier de l'ordre des avocats du Togo, Guy



Photo de famille des officiels et de la famille (image : Togo Matin)

ouvrage collectif publié par les Éditions du CREDIJ et regroupant vingt-sept contributions scientifiques. U n i v e r s i t a i r e (juriste, philosophe, anthropologue), Guy Isidore Adjété Kouassigan enseigna la sociologie juridique et le droit

un héritage intellectuel riche d'enseignement. Dans un de ses ouvrages publié à titre posthume, il exprima sa colère face aux réformes foncières qui ont conduit à la fin du régime coutumier d'appropriation et d'exploitation des terres. « Nous sommes tous

Adjété Kouassigan est l'un des "avocats-défenseurs" de son temps. « C'est le titre qu'il portait. Mon feu confrère était un avocat passionné, et qui a su incarner les valeurs les plus nobles de notre profession », a-t-il indiqué.

Edem Dadzie

Assemblée nationale

Les députés à l'école de l'humanitaire et du climat

Pour être mieux au fait des réalités climatique et humanitaire, les élus togolais ont troqué, le temps d'une journée, les débats politiques pour une leçon d'humanité et d'avenir. Deux séminaires denses avec un même fil rouge ont retenu leur attention, ce 08 octobre à l'hémicycle. Il s'agit d'armer le Parlement face aux urgences humanitaires et climatiques.

Le rôle des parlementaires dans la mise en œuvre du Droit international humanitaire (DIH) et le renforcement des capacités sur l'adaptation aux changements climatiques, sont les deux thématiques approfondies par les députés. L'objectif est d'outiller les élus du peuple afin de lutter contre les crises humanitaires et environnementales qui sont interconnectées. Un défi que la sixième vice-présidente de l'Assemblée nationale,

Myriam Dossou d'Almeida, résume d'une phrase forte : « Les crises humanitaires et environnementales sont les deux dimensions indissociables de la paix : la paix entre les hommes et la paix entre l'humanité et la nature. »

Le premier séminaire, soutenu par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), a permis aux députés de plonger au cœur du droit international humanitaire. Pour Mikafui Djessoa, cheffe de mission du CICR, ce droit « parle de la souffrance des civils, de la protection des blessés, de la préservation des biens essentiels à la survie », rappelant qu'il « trace les limites de l'acceptable dans le chaos de la violence ». Le second atelier, appuyé par l'Agence française de

développement (AFD), s'est concentré sur l'analyse des risques climatiques et la budgétisation verte. Christian Robert, premier conseiller de l'ambassadeur de France au Togo, a salué « un moment charnière » pour un pays qui « met en place des législations solides pour répondre aux défis

du Parlement à transformer ces engagements en action concrète : « Notre objectif va au-delà : faire du Togo un modèle d'engagement humanitaire et écologique en Afrique et dans le monde. » Entre humanisme et écologie, le Parlement togolais trace ainsi la voie d'une gouvernance plus

et climat, le Parlement togolais s'impose comme un acteur central d'une gouvernance préventive et responsable. Fort de leur rôle de législateur, les députés ont ainsi la clairvoyance nécessaire pour étoffer le corpus juridique togolais en la matière si besoin. Cette démarche permet au Togo



climatiques ». Mme Dossou d'Almeida a réaffirmé la détermination

sensible, plus durable, et surtout plus humaine. En conjuguant humanité

d'anticiper les crises au lieu de les subir.

E.A

Industrialisation

Le Togo mise sur la transformation agricole pour renforcer sa résilience

Dans les campagnes togolaises, bien que les producteurs moissonnent les céréales et les fruits, leur transformation est au ralenti. Pour y pallier, le Togo « s'apprête à se doter de dix unités de transformation » dans le cadre du Programme de renforcement de la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel (P2-P2RS).

cette initiative s'inscrit dans une vision précise : faire de la transformation locale le cœur battant de l'économie rurale. Financé par la Facilité d'appui à la transition (FAT) de la Banque africaine de développement (BAD), le

Les 10 futures unités industrielles marqueront une étape clé dans cette dynamique. Elles seront spécialisées dans des secteurs variés : la transformation du riz paddy en riz blanc, l'emballage et l'étiquetage de légumes,

de réduire les pertes post-récolte, d'améliorer la qualité des produits locaux et de créer de nouveaux emplois dans les zones rurales.

Mais avant d'ériger ces infrastructures, une étape cruciale se prépare : le recrutement d'un cabinet spécialisé chargé de "réaliser l'étude de montage" du projet. Cette étude devra analyser les chaînes de valeur agricoles, évaluer la faisabilité technique et financière, déterminer les meilleurs sites d'implantation et proposer des modèles de gestion adaptés. Elle explorera également les mécanismes de partenariats public-privé, indispensables pour attirer des investisseurs privés et garantir la durabilité économique de ces unités. « L'objectif est multiple

», précise le ministère : assurer la viabilité économique et sociale de ces infrastructures, renforcer la sécurité alimentaire du pays et créer des pôles agro-industriels régionaux. Cette intégration entre production, transformation et commercialisation devrait permettre de stimuler les revenus des producteurs tout en consolidant l'autonomie alimentaire nationale.

Avec un financement global de 6 millions de dollars, soit environ 3,3 milliards de FCFA, le P2-P2RS offre au Togo l'opportunité de franchir un cap décisif : celui d'un pays qui veut transformer ses récoltes, mais aussi sa manière de penser le développement rural.

Edy Alley



Des planteurs dans un champs de riz

Pilotée par le ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique villageoise et du Développement rural,

projet vise à renforcer la sécurité alimentaire tout en valorisant les produits du terroir togolais.

la réfrigération de fruits et légumes, ou encore le compostage. Autant d'activités qui permettront

Togo / Umoa-Titres

Une dernière levée de 100 milliards FCFA pour boucler l'année 2025

Le compte à rebours est lancé. D'ici décembre, le Togo compte lever 100 milliards de FCFA sur le marché financier régional. Un dernier sprint budgétaire orchestré par le Trésor public pour boucler son plan de financement annuel. L'annonce a été rendue publique le 6 octobre 2025, à travers le calendrier des émissions diffusé par l'agence Umoa-Titres.

aux marchés financiers régionaux pour couvrir les besoins de financement du budget national », précise le calendrier officiel.

Sur le plan régional, le Togo garde une présence mesurée mais affirmée. Ses

(Umoa) comptent mobiliser sur la même période. Un poids modeste, mais qui traduit la constance du pays sur un marché où la discipline budgétaire est devenue une arme de stabilité économique. L'année 2025 aura d'ailleurs

le Trésor avait réussi à mobiliser 264,5 milliards FCFA, soit près de 79 % de son objectif annuel. Une performance saluée par plusieurs observateurs, dans un contexte régional marqué par la prudence monétaire et la recherche

sa capacité à naviguer entre les impératifs budgétaires et la confiance des investisseurs. Le pays avance avec méthode, en s'appuyant sur un marché régional devenu, au fil des années, un véritable levier de souveraineté financière.

Entre octobre et décembre, 6 opérations sont prévues. Les deux premières auront lieu les 17 et 31 octobre, pour un montant cumulé de 35 milliards FCFA. En novembre, deux nouvelles levées sont programmées les 14 et 28, totalisant 32,5 milliards FCFA. Enfin, le dernier mois de l'année verra encore 32,5 milliards FCFA mobilisés, dans ce qui s'annonce comme une ultime poussée avant la clôture budgétaire.

Ces émissions se feront à travers deux instruments classiques du Trésor : les Bons assimilables du Trésor (BAT) pour 57,5 milliards FCFA, et les Obligations assimilables du Trésor (OAT) pour 42,5 milliards FCFA. « Ces opérations s'inscrivent dans la stratégie du gouvernement togolais de recourir



Centre administratif, économique et financier à Lomé

émissions représentent 4,27 % des 2343 milliards FCFA que les huit pays membres de l'Union monétaire ouest-africaine

confirmé la rigueur de cette stratégie. Le pays visait 332 milliards FCFA de ressources à lever. Et déjà, entre janvier et août,

de financements soutenables.

En bouclant ce cycle de levées, le Togo confirme

La dernière ligne droite de 2025 s'annonce donc décisive, mais l'objectif semble déjà bien tenu.

Edy Alley

Secteur touristique togolais

Un engagement à accroître la contribution au développement

Le tourisme contribue à stimuler le développement économique, à créer de l'emploi et à valoriser le patrimoine culturel et naturel. Conscient de son potentiel économique, le Togo s'est depuis des années engagé à faire de son secteur un moteur de développement. Des initiatives ne cessent d'émerger. Du renforcement du cadre institutionnel et réglementaire, en passant par la mise en valeur des sites d'intérêt touristique et l'amélioration de la qualité des établissements hôteliers, rien n'est laissé pour compte.

Point n'a besoin de démontrer l'importance du tourisme dans le développement d'un pays. De par ces effets indus, le tourisme crée une grande ouverture sur le monde et offre beaucoup d'opportunités en termes d'emploi, de revenu et d'échanges enrichissants. Il soutient le développement des infrastructures et renforce par la même occasion les liens sociaux et culturels entre les pays.

Le Togo, un pays potentiellement touristique
Les atouts touristiques du Togo sont légion. Ils incluent sa riche diversité culturelle et historique, ses paysages naturels variés, son accueil légendaire et son authenticité, ainsi qu'une gastronomie unique.

Le positionnement touristique du pays se renforce par deux grands sites inscrits au patrimoine culturel de l'Unesco. Il s'agit du paysage culturel de Koutammakou en pays Batammariba, classé en 2004, et de l'agglomération Aného-Glidji, inscrite en 2021.

Le premier, qui s'étend sur une partie du Togo et du Bénin, témoigne de la culture traditionnelle des Batammariba et de leur architecture unique, les « Tatas ». Le deuxième, qui est l'agglomération Aného-Glidji, met en exergue une ville historique, une richesse culturelle et architecturale liée à son histoire coloniale et à ses traditions.

Outre les patrimoines du pays inscrits à l'Unesco, le paysage naturel du Togo en dit également long sur le potentiel touristique du pays. Des parcs nationaux, des montagnes pittoresques en passant par des plages et cascades, tout y est pour faire du pays une destination touristique à grande échelle.

Le pays propose également des activités telles que la visite de marchés animés comme le marché des fétiches, l'exploration de sites historiques et le tourisme balnéaire sur la côte.

Galvanisées par le potentiel touristique du pays, les autorités togolaises se sont engagées, depuis belle lurette, à apporter un coup de pouce au secteur. Ainsi est élaboré un Plan directeur de développement et d'aménagement touristique. Ce Plan prend entre autres en compte le renforcement du cadre institutionnel et réglementaire du secteur, la mise en valeur des sites culturels d'intérêt touristique, l'amélioration de la qualité des établissements hôteliers.



Les châteaux de Tamberma, patrimoine mondial de l'Unesco au Togo

du nombre de touristes à destination du Togo.

Cadre institutionnel et réglementaire
En cours de modernisation, le cadre institutionnel et réglementaire du tourisme prévoit des réformes visant à moderniser les textes juridiques, à labelliser les sites touristiques, à digitaliser les procédures d'agrément et à renforcer la professionnalisation du secteur. Ces mesures s'inscrivent

secteur, notamment par la ratification prochaine de la convention-cadre relative à l'éthique du tourisme afin de promouvoir un tourisme responsable, durable et accessible.

En effet, la réglementation existante prévoit des règles pour l'exercice des professions telles que les guides de tourisme, avec des sanctions en cas de non-respect des agréments et des cartes professionnelles.

digitaliser le classement des établissements d'hébergement et les demandes d'agrément, dans le but d'assurer une meilleure visibilité des offres.

En ce sens, une campagne de recensement des établissements touristiques est menée pour mieux les identifier et assurer une meilleure visibilité des offres.

Dans le même élan,

L'agglomération Aného-Glidji

Ce plan élaboré avec l'assistance technique de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) et le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) prévoit l'augmentation de façon exponentielle

dans le cadre de la Feuille de route gouvernementale 2025 pour rendre le tourisme togolais plus compétitif, attractif et responsable. À travers ce cadre, le gouvernement prévoit de renforcer le cadre juridique du

En amont des initiatives déjà enclenchées, le gouvernement prévoit de mettre en place un label « Togo Site Touristique » pour valoriser les sites et établir un standard de qualité. Des démarches en cours permettront également de

celui de moderniser le cadre réglementaire et institutionnel, l'administration nationale du tourisme travaille à apporter une assistance technique aux promoteurs de projets et à aider les populations locales à créer

des activités génératrices de revenus liées au tourisme.

Mise en valeur des sites culturels d'intérêt touristique

Pour valoriser ses sites touristiques, le Togo a renforcé son cadre juridique, élaboré une stratégie nationale de redynamisation du tourisme, et amélioré ses infrastructures.

Le pays promeut un tourisme durable et inclusif en mettant l'accent sur le développement des communautés locales, la conservation de la biodiversité et la promotion des patrimoines culturels et naturels uniques. Dans cette démarche, les paysages de Koutammakou, les réserves naturelles, les marchés et les sites historiques bénéficient de plus en plus d'une attention particulière.

Particulièrement, un accent est mis sur l'écotourisme, la préservation de la biodiversité et des ressources naturelles, et l'engagement des populations locales dans les activités touristiques.

Le patrimoine matériel et immatériel est mis en valeur par des programmes d'inventaire et de mise en valeur, notamment des marchés, des cérémonies et des rites. C'est dans cet élan que des sites comme le paysage Koutammakou (classé à l'Unesco) et ses Tata-Somba, le marché des fétiches d'Akodessewa et Togoville sont promus comme des destinations uniques.

Améliorer la qualité des établissements hôteliers Pour améliorer la qualité des établissements hôteliers au Togo, le gouvernement

et le secteur privé ont lancé des projets de construction de nouveaux hôtels et de rénovation d'infrastructures existantes. Sur la décennie, nombreuses sont les infrastructures hôtelières rénovées, en cours de rénovation, construites et en cours de construction.

Au nombre de ces infrastructures, l'on citera l'emblématique hôtel 2 Février, dont la rénovation a nécessité un financement de 100 millions de dollars. À cela s'ajoutent la rénovation en cours de l'hôtel Palm Beach, la rénovation de l'hôtel Sarakawa sans oublier celle de l'hôtel historique Lébénè. À l'intérieur du pays, Rock Hôtel d'Atakpamé, l'hôtel 30 Août de Kpalimé et l'hôtel Kara ont fait peau neuve pour accueillir les touristes.

Dans cet élan de mettre en place des infrastructures hôtelières adaptées pour attirer les touristes, le programme « WellCity Hotels & Resort » prévoit la construction de 10 hôtels et 1 000 chambres supplémentaires dans plusieurs villes togolaises. Des investisseurs comme le groupe Onomo développent de nouvelles structures, en mettant l'accent sur le confort des clients et les technologies modernes.

Aujourd'hui, le réel potentiel du secteur touristique comme moteur de croissance se mesure aussi à travers ses effets induits sur d'autres secteurs d'activité, notamment le transport aérien et terrestre, la culture, l'environnement, le BTP, l'agroalimentaire, l'artisanat et le loisir. C'est donc à juste titre qu'au Togo, le tourisme est placé

parmi les secteurs à fort potentiel de croissance, traduisant la volonté du gouvernement de faire du secteur un pilier important de développement.



Une image illustrant un aspect du patrimoine culturel du Togo

Des résultats visibles

Si le secteur touristique togolais reste confronté à nombre de défis, les efforts engagés portent leurs fruits.

Bien qu'ayant connu une période de vaches maigres entre 2018 et 2022, à cause de la pandémie du covid-19, le secteur a généré des recettes hôtelières de 48 milliards de FCFA et a enregistré environ 946 376 touristes.

À l'horizon 2027, il est attendu 38 000 emplois dans le secteur contre 34 500 en 2016. En poursuivant ses efforts de développement du secteur, le gouvernement entend porter la contribution du tourisme à deux chiffres, grâce à la consolidation du tourisme intérieur et à la modernisation des infrastructures.

Relever les défis

En dépit des efforts, le secteur touristique

togolais reste confronté à un certain nombre de défis. Ceux-ci sont relatifs au peu d'infrastructures, aux coûts jugés élevés pour les touristes, à la concurrence

à visiter les curiosités touristiques du pays. Dans cette même logique, les discussions entre les acteurs porteront autour des offres.

d'autres pays de la région, et aux défis sécuritaires liés aux risques d'attaques terroristes dans le nord du pays.

Pour pallier ces difficultés et trouver des solutions innovantes pour attirer davantage de touristes, le Togo tient du 29 septembre au 3 octobre 2025 la semaine du tourisme. Cette semaine s'articule autour des enjeux et objectifs du tourisme.

« Il sera question de faire des séances de sensibilisation et d'échanges avec les opérateurs touristiques et tout autre organisme qui contribue au développement touristique dans toutes les régions du Togo », a mentionné Assiguime Mafissa, directrice de la Planification et du Développement touristique. Pour Mme Assiguime, il est question de voir les actions à mener ensemble pour amener les Togolais

« On aura des offres à prix promotionnel qui pourront motiver la population à aller découvrir les patrimoines touristiques du pays », a-t-elle mentionné.

Des statistiques, le tourisme occupe une place de choix dans les négociations internationales, et le marché des services. Par son poids économique et les recettes qu'il génère, il est présenté comme une opportunité pour les pays moins avancés. Il représente en 2024, 10 % du PIB mondial, 6 % des exportations et 23 % des services.

Fort de cette contribution mondiale du tourisme, le Togo n'entend pas rester en marge. D'où l'engagement des plus hautes autorités à maintenir le cap de l'innovation et des réformes pour relever les défis qui s'imposent.

Caleb Akponou

En un clic,
payez votre
TVM par



sur l'application
OTR TVM
Disponible sur Google Play





FÉDÉRER POUR BÂTIR
www.otr.tg



Évolution de l'âge

Certains exercices peuvent contribuer à renforcer les os des genoux

Vous commencerez probablement à ressentir des douleurs après la trentaine. Cela montre que vos genoux ne sont plus aussi bien huilés qu'avant. Surtout si vous avez un travail physiquement exigeant ou si vous pratiquez beaucoup d'exercice.

Mais d'autres facteurs peuvent aggraver la situation, comme la prise de poids, les maladies auto-immunes ou certains facteurs génétiques qui peuvent accélérer les problèmes de genoux. Des recherches récentes indiquent que, rien qu'en marchant, la force que les genoux subissent équivaut à une fois et demie le poids corporel.

Après les douleurs dorsales, les douleurs au genou constituent l'affection musculo-squelettique pour laquelle les personnes âgées consultent le plus souvent, en raison de leur impact sur la mobilité et la qualité de vie. « Le genou est l'une des articulations les plus complexes du corps », explique Anikar Chhabra, chirurgien orthopédiste spécialisé en médecine du sport à la Mayo Clinic de Phoenix, aux États-Unis.

Les genoux s'appuient sur quatre groupes musculaires qui les entourent : les ischio-jambiers, les fessiers, les quadriceps et les mollets. Ces groupes musculaires assurent leur stabilité et leur confèrent la capacité d'absorption nécessaire à leur bon fonctionnement. « Lorsque ces muscles n'interagissent pas et ne travaillent pas ensemble, l'articulation subit davantage de pression. C'est alors que la douleur commence à apparaître », souligne Anikar Chhabra.

Des recherches montrent que l'étirement de ce groupe musculaire par l'exercice peut prévenir la dégénérescence du cartilage du genou, susceptible d'entraîner ultérieurement de l'arthrose. Cela peut également contribuer à retarder, voire à prévenir, une arthroplastie du genou. D'autres études indiquent que le maintien de la force de ces muscles peut réduire la tension et la douleur au genou chez les patients aux premiers stades de l'arthrose.

« Le liquide synovial est ce que l'on appelle l'huile, moteur de nos genoux.

L'exercice stimule sa production, ce qui contribue à réduire la raideur et l'inflammation. Il contribue également à lubrifier la surface cartilagineuse », explique Alexis Colvin, professeur de chirurgie orthopédique à l'Ecole de médecine Icahn du Mont Sinai à New York.

Certains exercices peuvent même contribuer à renforcer les os du genou, réduisant ainsi le risque d'ostéoporose, c'est-à-dire l'amincissement de l'os autour de l'articulation du genou qui survient avec l'âge. Pour Anikar Chhabra, le renforcement du genou est particulièrement important chez les personnes âgées, car améliorer la stabilité des muscles qui l'entourent peut réduire le risque de chute.

Mais les exercices pour les genoux peuvent avoir d'autres bienfaits surprenants et méconnus, comme l'amélioration de la proprioception, cette perception subconsciente de l'espace occupé par les articulations. C'est une sorte de « sixième sens » qui aide à améliorer la mobilité et l'équilibre.

« Les exercices pour les genoux nous aident à prendre conscience de cette situation. C'est un moyen efficace de connecter la tête aux genoux, ce qui peut contribuer à réduire les risques de chute », explique Chhabra. Il est préférable de commencer à 30 ans. La question qui se pose est donc de savoir quels types d'exercices pratiquer. Pour maintenir ce groupe musculaire fort, Chhabra suggère de consacrer 15 minutes par jour, trois ou quatre fois par semaine, à plusieurs des exercices qu'elle suggère ci-dessous.

Tous ces exercices peuvent être réalisés à domicile sans équipement spécifique. Chhabra recommande également de consulter un kinésithérapeute pour confirmer leur bonne exécution. Colvin suggère des exercices similaires et ajoute que vous devriez faire deux séries de 10 répétitions chacune : c'est-à-dire faire un exercice 10 fois, vous reposer et le répéter 10 fois de plus.

Le Squats

Chhabra recommande à ses patients de faire des squats matin et soir avant de se coucher. « Cet exercice renforce les quadriceps et les fessiers, essentiels pour relâcher la tension de l'articulation du genou », note-t-il. Il favorise également la proprioception. Pour les personnes qui passent beaucoup de temps assises, il a été démontré que de courtes séries de 15 squats toutes les 30 minutes stimulent la production de protéines nécessaires au développement musculaire et à la force.

Cette recherche montre que les squats peuvent améliorer la densité osseuse et réduire le risque de chutes à un âge avancé. Bien que l'on ignore s'ils préviennent activement l'apparition de l'arthrite, il a été démontré qu'ils aident à stabiliser le genou, à réduire la douleur et à améliorer la qualité de vie des patients atteints d'arthrite.

Chhabra estime que les squats profonds, qui impliquent une extension des genoux au-delà d'un angle de 90 degrés, suscitent des inquiétudes, et la communauté scientifique est divisée quant à leur efficacité. Certaines études montrent qu'une technique correcte n'augmente pas le risque de blessure. Cependant, d'autres experts estiment que des exercices mal exécutés peuvent aggraver les problèmes de genou. « Cela peut exercer une forte pression sur l'articulation fémoro-patellaire (entre la rotule et le fémur), provoquant davantage de douleur », explique Chhabra.

Élévation des jambes tendues

Voici un autre exercice simple pour renforcer vos quadriceps. Allongé sur le dos, pliez le genou d'une jambe, pied à plat, tout en gardant l'autre jambe tendue et en la soulevant à quelques centimètres du sol. Maintenez la position quelques secondes avant de la redescendre lentement. Des recherches ont montré que les élévations de jambes tendues peuvent améliorer la force musculaire du genou et protéger l'articulation, tout en réduisant le risque

de blessures liées à l'exercice lorsqu'elles sont effectuées dans le cadre d'un échauffement.

« La clé de cet exercice est de contracter d'abord les quadriceps. De cette façon, en tendant et en levant la jambe, vous activez les muscles que vous souhaitez travailler », relève Colvin.

Élévations des mollets

Le mollet est composé de deux muscles différents : le gastrocnémien et le soléaire. La science suggère que le renforcement de ces muscles aide à soulager la tension exercée sur la partie de l'articulation du genou située sous la rotule. Selon Anikar Chhabra, les élévations des mollets sont

Elle recommande ensuite de s'asseoir sur une chaise, de se lever et de se rasseoir rapidement sans aucun appui. « C'est nettement plus difficile qu'on ne le pense. Et on peut aussi le rendre plus difficile, soit en choisissant une chaise plus basse, soit en le faisant sur une seule jambe. ». Pour Colvin et Chhabra, si c'est la première fois que vous pratiquez ces exercices, il est recommandé de consulter un kinésithérapeute qui pourra vous apprendre la bonne méthode et le nombre de répétitions.

« À mesure que vous gagnez en force, vous pouvez augmenter le poids, en effectuant certains de ces



Il est très important de prendre soin des genoux (image trouvée en ligne le 8 octobre 2025)

l'un des moyens les plus efficaces pour les renforcer. Il est recommandé de se tenir debout, les pieds écartés à la largeur des épaules et les orteils pointés vers l'avant. Ensuite, levez lentement les talons en gardant les genoux tendus. Maintenez la position une seconde sur la pointe des pieds, puis redescendez. Pour Mme Chhabra, les élévations des mollets contribuent à améliorer l'équilibre musculaire autour du genou, permettant ainsi à tous les muscles de bien travailler ensemble.

« Si un muscle est faible, cela crée un déséquilibre qui accentue la tension sur le genou », explique-t-elle. Asseyez-vous et levez-vous rapidement Cet exercice sollicite les muscles profonds de l'abdomen, du dos et du bassin. Bien qu'ils ne semblent pas directement liés, Colvin estime que ce grand groupe musculaire joue un rôle sous-estimé dans le maintien de la santé des genoux. « Les muscles profonds s'étendent du milieu de la poitrine jusqu'au genou », explique-t-elle.

exercices avec des haltères si vous en avez la possibilité, mais cela dépend aussi de votre âge et de votre niveau de force. Avec l'âge, le poids corporel seul est généralement le meilleur choix. Je recommande également aux patients de surveiller l'aggravation de la douleur. Les douleurs musculaires sont normales, mais une aggravation des douleurs articulaires est néfaste, car elle indique un problème au niveau du genou et nécessite une consultation médicale », précise Chhabra.

En résumé, consacrer du temps à des exercices de renforcement des genoux est un investissement précieux pour la santé à long terme. Les genoux permettent de marcher, de sauter et de courir jusqu'au jour où ils nous lâchent. Comme le conseillait judicieusement Baz Luhrmann dans la chanson « Everybody's Free (To Wear Sunscreen) » : « Prenez soin de vos genoux. Ils vous manqueront quand ils ne seront plus là ».

Edem Dadzie

• que ses dires et observations seront reçus, à peine de déchéance, jusqu'au cinquième (5^{ème}) jour précédant l'audience éventuelle, et qu'à défaut de former et de faire mentionner à la suite du cahier des charges, dans ce même délai, la demande en résolution de la vente antérieure ou la poursuite de folle enchère d'une réalisation forcée antérieure, il sera déchu à l'égard de l'adjudicataire de son droit d'exercer ces actions ;

de comparaître le vendredi 21 décembre 2025 à 10 heures dans la salle d'audience du palais de Justice du Tribunal de Grande Instance de Lomé.

Leur déclarant que faute par eux de se présenter, il sera contre eux donné défaut de suite et procédé à l'adjudication tant en leur absence qu'en leur présence.

**SOUS TOUTES RESERVES
ET POUR QU'ILS NE L'IGNORENT,**

Je leur ai, étant et parlant comme dessus, laissé copie du présent exploit dont le coût est de F CFA.

L'HUISSIER,



Mali/Sécurité

Putsch manqué : 11 officiers de l'armée radiés

Au Mali, la junte au pouvoir a annoncé la radiation de onze hauts gradés, dont deux généraux, soupçonnés d'avoir voulu déstabiliser le régime. Ces mesures disciplinaires, rendues publiques mardi 8 octobre au Journal officiel, concernent principalement des officiers issus de la garde nationale, un corps d'élite historiquement proche du ministre de la Défense, le général Sadio Camara, figure clé du pouvoir militaire à Bamako.

Cette décision traduit une purge silencieuse au sein de l'appareil sécuritaire. Selon les décrets consultés par l'AFP, les militaires concernés, dix officiers et un sous-officier, ont été arrêtés début août, à la suite d'accusations de « tentative de déstabilisation de l'État ». Parmi eux, figure le général de brigade Abass Dembélé, officier respecté de l'armée de terre, ainsi que la générale de l'armée de l'air Néma Sagara. Tous deux ont été radiés « par

mesure disciplinaire », sans possibilité de recours connue à ce stade.

Les radiations touchent également six lieutenants-colonels, deux capitaines et un sergent-chef. Aucun commentaire officiel n'a été formulé



Assimi Goïta

par les autorités, mais ces sanctions confirment un climat de méfiance

grandissant au sein des forces armées, trois ans après l'arrivée au pouvoir du colonel Assimi Goïta à la suite de deux putschs successifs, en 2020 et 2021.

Soupçons d'ingérences étrangères

Cette affaire survient dans un contexte diplomatique tendu. Le 15 août, un officier

du renseignement français affecté à l'ambassade de France à Bamako avait été interpellé par les autorités maliennes, accusé de complicité avec un « groupuscule marginal des forces armées » cherchant à renverser le régime. Paris avait immédiatement dénoncé des « accusations sans fondement » et exigé la « libération sans délai » de son ressortissant, sans obtenir gain de cause.

Un pouvoir militaire fragilisé mais déterminé

Depuis plusieurs mois, la junte fait face à des remous internes, alimentés par des rivalités au sein de l'armée et par un mécontentement croissant lié à la situation économique et sécuritaire. Dix ans après le début de la crise dans le nord du pays, les violences djihadistes se sont étendues vers le centre et le sud, malgré le soutien du Groupe militaire

russe Africa Corps, successeur de Wagner.

Bamako continue de vanter une « reconquête souveraine » du territoire, mais les accusations d'exactions contre des civils par l'armée et ses alliés ternissent l'image du régime à l'international. Face à ces critiques, les autorités renforcent leur contrôle sur les institutions et sur les forces armées, une stratégie qui, selon plusieurs observateurs, traduit la crainte d'une nouvelle fracture au sein du pouvoir.

En radiant onze de ses propres officiers, le régime d'Assimi Goïta envoie un message clair : la loyauté absolue à la junte reste la condition première pour quiconque aspire à servir sous les drapeaux du Mali nouveau.

T.M.

RDC/Conflit avec le Rwanda

Félix Tshisekedi tend la main à Paul Kagame, Kigali dénonce une « comédie politique »

Le président congolais Félix Tshisekedi a surpris l'opinion, ce jeudi 9 octobre, en lançant un appel solennel à la paix à son homologue rwandais Paul Kagame. Il l'a exhorté à « avoir le courage » de s'engager dans une « paix des braves » pour mettre fin aux violences dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC). Une main tendue aussitôt rejetée par Kigali, qui a dénoncé une « comédie politique ridicule ».

S'exprimant lors d'un forum diplomatique à Bruxelles, en présence du président rwandais, Félix Tshisekedi a appelé à « arrêter l'escalade » et à ouvrir la voie à une réconciliation durable. « Je prends à témoin le monde entier pour lancer un appel à la paix, lui tendre la main et demander qu'on mette fin à cette spirale de violence », a déclaré le chef de l'État congolais, rappelant que lui et Paul Kagame « sont les deux seuls capables de stopper cette escalade ». Un appel rejeté avec virulence par Kigali. Quelques minutes après cette intervention, la réaction du Rwanda n'a pas tardé. Le ministre rwandais des Affaires

étrangères, Olivier Nduhungirehe, a fustigé sur X (anciennement Twitter) « une comédie politique ridicule », accusant Félix Tshisekedi de se poser en victime d'un conflit « qu'il a lui-même provoqué ». « Le seul à pouvoir arrêter cette escalade est le président Tshisekedi, et lui seul », a-t-il martelé, reprochant au dirigeant congolais d'avoir « abusé d'une tribune internationale » pour tenir des « mensonges éhontés » contre Paul Kagame. Kigali réclame notamment que Kinshasa désarme la milice Wazalendo, un mouvement armé local soutenu par le gouvernement congolais, et neutralise les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), groupe issu d'anciens responsables du génocide rwandais de 1994 et considéré par le Rwanda comme une « menace existentielle ».

Un conflit persiste malgré les accords de paix

L'est de la RDC reste ravagé par des affrontements

récurrents depuis plus de trois décennies. Depuis sa résurgence fin 2021, le mouvement rebelle M23, soutenu par Kigali selon Kinshasa et plusieurs rapports onusiens, contrôle de vastes zones

feu, les combats continuent sur le terrain, mettant à mal les efforts diplomatiques successifs menés à Washington et à Nairobi.

Entre diplomatie et calcul politique



Félix Tshisekedi

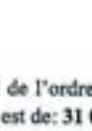
frontalières, dont les régions stratégiques autour de Goma et Bukavu. Malgré la signature d'une déclaration de principes à Doha en juillet dernier, réaffirmant l'engagement du M23 et du gouvernement congolais à un cessez-le-

Dans son discours à Bruxelles, Félix Tshisekedi a tenu à saluer « l'implication » du président américain Donald Trump dans les efforts de médiation. Ce dernier revendique régulièrement le mérite d'avoir « mis fin » à plusieurs

conflits africains, dont celui de la RDC, bien que les violences persistent. À quelques mois des échéances électorales cruciales, cet appel à la paix apparaît comme un double message : adresser

un signal d'apaisement à la communauté internationale tout en se positionnant, face à Kigali, comme l'homme d'État prêt à la réconciliation mais ferme sur la souveraineté congolaise.

T.M.

 **SIGNIFICATION D'ORDRE DE CONVOCATION** 

L'an deux mil vingt-cinq(2025)
Et le 29 Septembre.....à 18 heures 18 minutes
A la requête de Monsieur ADAM Abdoul-Rachid shehu, demeurant et domicilié à Lomé ;
 Nous SCP ABIOUO, Titulaire d'un Office d'Avocat au Tribunal de la Cour d'Appel et le Tribunal de Grande Instance de Lomé, rue pavée d'Aganigbo-Cocotte, les lettres susdites, à cet effet.

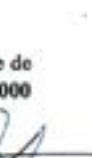
Avons signifié en tête des présentes et laissé à :
Madame RACHID Assiya, demeurant et domiciliée à Lomé, où étant et parlant
à Madame Rachid Assiya m'ayant pas de domicile connu,
la signification a été faite par affichage au Tribunal de Grande Instance de Lomé conformément à l'article 58 du code de procédure civile.

L'original de l'ordre de convocation signée le 23 Septembre 2025 par Me KOUBOU Evélewa, Greffier en chef près le Tribunal de Grande Instance de Lomé, l'invitant à comparaître par devant ledit Tribunal à l'audience en cabinet du Juge ASSIOU, le Lundi, 13 Octobre 2025 à 08 heures 00 minute pour affaire la concernant;

La présente signification est faite à toutes fins utiles que de droit.

SOUS TOUTES RESERVES
ET POUR QU'ELLE N'EN IGNORE

Nous lui avons, étant et parlant comme ci-dessus, laissé l'original de l'ordre de convocation susvisé ainsi que copie du présent exploit, dont le coût est de: **31 000 FCFA.**

 **L'HUISSIER** 

COUR D'APPEL DE LOMÉ

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE
DE LOMÉ

CABINET DU GREFFIER EN CHEF

REPUBLICQUE TOGOLAISE
Travail - Liberté - Patrie

ORDRE DE CONVOCATION

A la requête de : M. ADAM Abdoul-Rachid Shehu

Le (la) nommé (e) RACHID ASSIYA

est invité (e) à comparaître par devant le Tribunal de Grande Instance de Lomé, à
l'audience du Cabinet du Juge ASSIDU

le lundi 13 Octobre 2025 à 08 heures 00.

Pour affaire le (la) concernant.

Lomé, le 23/09/2025

LE GREFFIER EN CHEF

Me KOUSSO Eyadema

Me Georges EGBE LODO

Application « Good'Trip »

Deux jeunes togolais veulent révolutionner le transport urbain avec une application de covoiturage

D'après les plus grands entrepreneurs, une entreprise n'est pas qu'une bonne idée qui va rapporter de l'argent à son promoteur. L'entrepreneuriat est avant tout, la réponse de l'entrepreneur à un problème qui se pose dans une société à moment donné. Avec GoodTrip, une application de covoiturage, on peut dire que Arnold Amouzou et de Marc Biegnie ont bien compris l'idée.

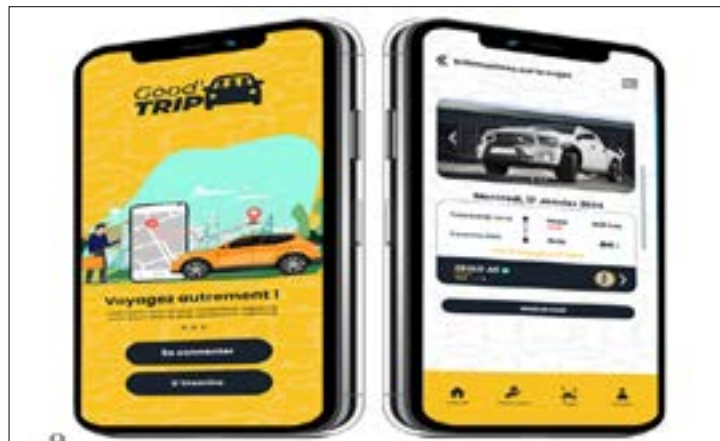
dans d'autres pays africains. Avec cette application made in Togo, les conducteurs peuvent publier leurs trajets en indiquant les places disponibles, tandis que les passagers consultent les offres en temps réel et réservent directement via l'app. Le paiement s'effectue par mobile money, ce qui garantit

autour d'itinéraires communs, en offrant une alternative flexible et économique aux solutions de transport traditionnelles. La start-up basée à Lomé a été fondée en 2020 par Arnold Amouzou et de Marc Biegniebe.

Au-delà de la mise en relation, GoodTrip mise sur la confiance et la sécurité. Chaque conducteur doit fournir ses pièces justificatives (permis, documents du véhicule) avant d'être validé. L'app intègre également un système de notation et de feedback, permettant aux passagers comme aux conducteurs d'évaluer leur expérience.

L'initiative se veut une réponse à plusieurs défis locaux tels que la hausse du coût des déplacements, la congestion urbaine et le besoin croissant de solutions de transport partagées. En facilitant le covoiturage, GoodTrip vise à réduire les frais individuels, optimiser l'utilisation des véhicules et limiter l'impact environnemental lié aux trajets quotidiens.

Affo-Djèlè Alarba



Imaginez une application qui permet à ceux qui ont une voiture et veulent quitter d'un point A, à un point B de faire du covoiturage et à ceux qui désirent se rendre quelque part mais n'ont pas de voiture, de trouver des voitures qui sont sur leurs routes à très moindre coût. C'est en gros la possibilité qu'offre GoodTrip au Togo et dans les prochaines années

une expérience fluide et sécurisée. Le remboursement au conducteur intervient automatiquement une fois le trajet effectué. GoodTrip qui se présente comme une application innovante, est une solution développée par la start-up Anaxar. Disponible sur iOS et sur Android, l'application connecte conducteurs et passagers

Mondial du pain 2025 à Nantes

Chef Gbafa-Wona et deux autres boulangers vont démontrer le savoir-faire du Togo au monde

Du 19 au 22 octobre 2025 va se dérouler à Nantes, en France, la nouvelle édition du Mondial du pain. Des boulangers de 21 pays du monde vont concourir afin de désigner celui qui propose les meilleures créations. Le Togo prendra part à la compétition. Il sera représenté par une équipe de trois boulangers, conduite par le chef Marcel Kodzo Dodzi Gbafa-Wona.



La délégation togolaise défendra les couleurs nationales en mettant en valeur le savoir-faire local, dans un esprit de créativité et de rigueur conforme aux exigences de la compétition.

Habitué aux concours internationaux, Gbafa-Wona n'en est pas à sa première participation. Il a déjà représenté le Togo à plusieurs rendez-vous similaires, contribuant à faire connaître

l'excellence artisanale du pays. Pour lui, cette présence au Mondial du pain va bien au-delà de la compétition.

« Avec mon équipe, nous devons réaliser, dans un temps limité, différents produits (pains traditionnels et innovants, viennoiseries et pièce artistique) en respectant des critères précis de goût, de technicité et de présentation. Nous mettrons en avant des produits locaux comme le sorgho, le manioc, la patate douce et le cacao », explique le chef Gbafa-Wona.

Cette ambition se poursuivra en 2026, avec la participation prévue du Togo au Mondial de la Chocolatine, également organisé en France.

« Ce sera l'occasion de continuer à faire rayonner notre savoir-faire et, surtout, de valoriser le chocolat togolais dont la qualité exceptionnelle mérite une reconnaissance internationale », confie le chef Gbafa-Wona.



-20%

**sur le dédouanement
des véhicules d'occasion
jusqu'au 15 novembre 2025**

Mesure de dépréciation de 20%
sur les valeurs des véhicules
de plus de cinq (05) ans d'âge

POUR PLUS D'INFORMATIONS

 **8201**



Office Togolais des Recettes - OTR

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg